



KPMG SA
6 Rue Germaine Tillon
56100 Lorient

Mission Locale du Pays de Cornouaille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Mission Locale du Pays de Cornouaille
43 rue du Président Sadate - 29018 QUIMPER CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
6 Rue Germaine Tillion
56100 Lorient

Mission Locale du Pays de Cornouaille

43 rue du Président Sadate - 29018 QUIMPER CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association Mission Locale du Pays de Cornouaille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale du Pays de Cornouaille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus et au regard des positions actualisées de la doctrine, nous attirons votre attention sur le traitement comptable accepté et exposé dans la note « *Faits caractéristiques de l'exercice / Subvention DREETS / Fonctionnement - Obligation de Formation — Contrat Engagement Jeune — Année 2024* » de l'annexe des comptes annuels concernant la comptabilisation en produits constatés d'avance d'un montant de 236 142 € au titre de l'accompagnement des jeunes réalisé sur l'exercice 2025.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lorient, le 28 mai 2025

KPMG SA

Thomas
Roimier

Signature
numérique de
Thomas Roimier
Date : 2025.05.28
13:18:03 +02'00'

Thomas ROIMIER

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12		Exercice N -1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		BRUT	Amortissement et Provisions	Net	Euros	%
	Immobilisations Incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Concessions brevets droits similaires	6 699	6 699	0	0	0,00%
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations Corporelles					
	Terrains					
	Constructions	162 329	113 243	49 086	-15 516	-24,02%
	Installations techniques,mat et outillage indus.					
	Autres immobilisations corporelles	414 087	341 473	72 613	-47 637	-39,61%
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations Financieres					
	Participations évaluées selon mise en équivalence					
	Autres participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	39 879		39 879	0	0,00%
	Autres immobilisations financières	22 435		22 435	1 256	5,93%
TOTAL (I)		645 429	461 416	184 013	-61 897	-25,17%
Comptes de liaison Total II						
COMPTES DE REGULARISATION	Stocks et en-cours					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et Acomptes versés sur commandes	0		0	-2 101	-100,00%
	Créances					
	Créances clients et comptes rattachés (3)	48 662		48 662	17 841	57,89%
	Autres créances (3)	1 358 164		1 358 164	209 655	18,25%
	Valeurs mobilières de placement					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	681 240		681 240	-258 336	-27,49%
	Charges constatées d'avance (3)	46 411		46 411	1 457	3,24%
TOTAL (III)		2 134 477	0	2 134 477	-31 483	-1,45%
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
Primes et remboursement des obligations (V)						
Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 779 906	461 416	2 318 490	-93 380	-3,87%

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprises	373 747	373 747	0	0,00%
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées (3)				
	Autres réserves	10 200	10 200	0	0,00%
	Report à nouveau	458 896	172 237	286 659	166,43%
	Résultat de l'exercice (Exedents ou Déficits)	-68 014	286 659	-354 673	-123,73%
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs sans droit de reprises				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
FONDS REPORTES ET DEDIES	Subventions d'investissement	42 934	56 492	-13 558	-24,00%
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	TOTAL I	817 762	899 333	-81 571	-9,07%
	Fonds reportés dédiés aux legs et aux donations				
	Fonds dédiés	28 560	190 939	-162 379	100,00%
	TOTAL II	28 560	190 939	-162 379	100,00%
	Provisions pour risques	36 118	108 198	-72 080	-66,62%
	Provisions pour charges	263 820	254 662	9 158	3,60%
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	TOTAL III	299 938	362 860	-62 922	-17,34%
	Emprunts obligataires				
DETTES (1)	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	9 690	12 209	-2 519	-20,63%
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 925	120 200	-53 275	-44,32%
	Dettes fiscales et sociales	468 120	488 982	-20 862	-4,27%
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	19 924	19 979	-55	-0,28%
	Produits constatés d'avance	607 571	317 367	290 204	100,00%
	Total IV	1 172 230	958 737	213 493	22,27%
	Écarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 318 490	2 411 870	-93 380	-3,87%

(1) Dont à plus d'un an 7 143 9 690
Dont à moins d'un an 557 516 631 680
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques 0 0

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et de Services				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	3 352 702	3 502 956	-150 255	-4,29%
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	359 934	245 678	114 256	46,51%
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	26 645	19 730	6 915	35,05%
Utilisation fonds dédiés - Impact NRCA	162 379	192 687	30 308	-15,73%
Total (I)	3 901 659	3 961 051	-59 392	-1,50%
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	525 168	504 911	20 257	4,01%
Impôts, taxes et versements assimilés	276 358	273 167	3 191	1,17%
Salaires et traitements	2 146 989	2 229 904	-82 915	-3,72%
Charges sociales	929 960	898 807	31 154	3,47%
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	96 997	78 304	18 694	23,87%
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions	0	0	0	0,00%
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	2	2	0	0,00%
Engagements fonds dédiés - Impact NRCA	0	794	-794	100,00%
Total (II)	3 975 475	3 985 888	-10 413	-0,26%
I - Résultat d'exploitation (I-II)	-73 816	-24 837	-48 978	197,20%
Quotes-parts de résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	

(1) dont produits afférents à des services antérieurs 0 17 002

(2) dont charges afférents à des services antérieurs 0

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	4 057	4 870	-812	-16,68%
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total (V)	4 057	4 870	-812	-16,68%
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	2 466	1 694	772	45,59%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total (VI)	2 466	1 694	772	45,59%
2 - Résultat financier (V-VI)	1 591	3 176	-1 585	-49,90%
3 - Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV+V-VI)	-72 225	-21 662	-50 563	233,41%
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	97 290	388 063	-290 773	-74,93%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 558	13 558	0	0,00%
Produits exceptionnels reprises sur provisions et transfert de charges	0	0	0	100,00%
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			0	-100,00%
Total (VII)	110 848	401 621	-290 773	-72,40%
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	105 743	92 407	13 336	0,00%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	0	0	0	100,00%
Engagement à réaliser sur ressources affectées				
Total (VIII)	105 743	92 407	13 336	14,43%
4 - Résultat exceptionnel (VII-VIII)	5 105	309 215	-304 110	-98,35%
Impôt sur les bénéfices (IX)	894	894	0	0,00%
Total des produits (I+III+V+VII)	4 016 565	4 367 542	-350 977	-8,04%
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	4 084 579	4 080 883	3 696	0,09%
5 - BENEFICE OU PERTE	-68 014	286 659	-354 672	-123,73%

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
PRODUITS				
Bénévolet	17 800	17 100	700	4,09%
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	17 800	17 100	700	4,09%
CHARGES				
Secours en nature			0	
Mise à disposition gratuite de biens et services			0	
Personnel bénévole	17 800	17 100	700	4,09%
Prestations			0	
TOTAL	17 800	17 100	700	4,09%

Mission Locale du Pays de Cornouaille

Comptes annuels du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'exercice fait apparaître un déficit de 68 013,65 €.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Objet social de la Mission Locale du Pays de Cornouaille

La Mission Locale du Pays de Cornouaille a pour objet de contribuer à l'autonomie et à l'insertion sociale et professionnelle de tous les jeunes de 16 à 25 ans, 29 ans pour les jeunes en situation de handicap.

Compte-tenu de ses compétences, la Mission Locale peut conduire des actions auprès d'autres publics. Elle intervient sur l'ensemble du Pays de Cornouaille

Les principaux objectifs sont :

- L'accueil et l'orientation de tout public
- L'accompagnement individuel et/ou collectif des jeunes
- L'élaboration et la mise en œuvre d'actions individuelles et collectives visant à répondre aux enjeux identifiés sur le territoire d'intervention en matière d'insertion sociale et professionnelle
- La participation aux divers plans d'actions élaborés à différentes échelles territoriales et notamment au niveau national en qualité de membre du Réseau Pour l'Emploi.
- Le maillage territorial avec les acteurs publics et privés qui peuvent enrichir et améliorer l'offre de services déployés par la Mission Locale du Pays de Cornouaille.
- Le développement et l'expérimentation de projets pour apporter des réponses innovantes aux multiples enjeux identifiés en matière d'insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, mobilité, logement, santé, sport/loisirs/culture...)

Pour la mise en œuvre de ces objectifs, dans le cadre de sa mission de service public, la Mission Locale dispose de moyens humains (une équipe de 62 professionnels et services civiques au 31/12/2024) et de moyens matériels (locaux, matériels informatiques....) liés à l'accueil et l'accompagnement des jeunes sur les antennes et permanences de la Mission Locale sur l'ensemble du Pays de Cornouaille

Faits caractéristiques de l'exercice / Éléments concernant les subventions [Provisions pour risques]

Subvention DREETS / Fonctionnement - Obligation de Formation — Contrat Engagement Jeune — Année 2024.

La Convention Pluriannuelle d'Objectif conclue avec la DREETS prévoit par avenant une dotation annuelle de 1 703 991 € pour l'année 2024.

Pour tenir compte des conditions résolutives fixées dans la convention liées à la réalisation des objectifs et dépassements de réalisations de Contrats Engagement Jeune et l'accompagnement des jeunes sur la durée de leur contrat, et conformément à la note de la DGEFP concernant la comptabilisation de la part de subvention liée au Contrat Engagement Jeune, **un montant de 236 142 € a été comptabilisé en produits constatés d'avance sur l'année 2025** (correspondant à la durée d'accompagnement des jeunes en mois sur l'année 2025).

Le montant de 317 367 € comptabilisé au 31/12/2023 pour les accompagnements 2024 a été pris en compte dans le bilan 2024.

Subvention DREETS-FSE - Emploi / Accès à l'emploi des jeunes — Année 2022

La Mission Locale du Pays de Cornouaille a porté en 2022 le projet de mise en œuvre des actions emploi sur l'ensemble du territoire du Pays de Cornouaille.

La demande de subvention associée à la mise en œuvre de cette action en 2022, au titre d'un financement du Fonds Social Européen, est de 408 789,36 €.

Par courrier de la DREETS en date du 14 avril 2023, nous avons été informés que notre dossier de demande de financement était toujours en cours d'instruction.

Faute de réception de la convention financière liée à cette action, nous n'avons pas pu comptabiliser dans nos comptes 2022 la subvention FSE attendue.

La convention 2022 a été notifiée le 23/11/2023.

Elle est comptabilisée dans les comptes annuels 2023 en produits exceptionnels (pour un montant de 366 043,32 €, montant de la subvention attendue) et en charges exceptionnelles (pour un montant de 90 198,23 €, provisions pour risques liées à un risque de retraitement de dépenses liées au projet).

Cela explique le résultat exceptionnel constaté dans les comptes au 31/12/2023.

L'instruction du bilan de l'action 2022 par le service instructeur de la DREETS Bretagne a été notifiée le 23/10/2024.

A l'issue du contrôle, le montant de la subvention FSE retenue au bilan final est de 359 179,60 €, soit un écart de 6 863,72 € par rapport au montant comptabilisé en 2023.

Subvention DREETS-FSE - Emploi / Accès à l'emploi des jeunes — Année 2023

La Mission Locale du Pays de Cornouaille a porté en 2023 le projet de mise en œuvre des actions emploi sur l'ensemble du territoire du Pays de Cornouaille.

La demande de subvention associée à la mise en œuvre de cette action en 2023, au titre d'un financement du Fonds Social Européen, est de 327 995,64 €.

La convention 2023 a été notifiée le 08/04/2024.

La subvention 2023 a été comptabilisée dans les comptes annuels 2023.

L'instruction du bilan de l'action 2023 par le service instructeur de la DREETS Bretagne a été notifiée le 04/12/2024.

A l'issue du contrôle, le montant de la subvention FSE retenue au bilan final est de 324 061,54 € soit un écart de 3 934,10 € par rapport au montant comptabilisé en 2023.

Subvention DREETS / FSE / Accès à l'emploi des jeunes - Année 2024.

La Mission Locale du Pays de Cornouaille a porté en 2024 le projet de mise en œuvre des actions emploi sur l'ensemble du territoire du Pays de Cornouaille.

La demande de subvention associée à la mise en œuvre de cette action en 2024, au titre d'un financement du Fonds Social Européen, est de 361 175,93 €.

La convention 2024 a été notifiée le 28/11/2024.

La subvention 2024 a été comptabilisée dans les comptes annuels 2024.

A la date de clôture des comptes annuels 2024, l'instruction du bilan de l'action 2024 n'a pas démarré. Une provision pour risque est comptabilisée.

Evaluation des contributions volontaires en nature : bénévolat

Les heures de bénévolat dont la Mission Locale du Pays de Cornouaille a bénéficié en 2024 (marrainage —parrainage à l'emploi et à la conduite supervisée) sont évaluées à 1 000 heures soit 17 800 € (base SMIC horaire chargé au 31/12/2024 = 17.80 €/h).

Etat des fonds dédiés

Le principe des fonds dédiés est de comptabiliser au bilan annuel la partie des subventions affectées par nos financeurs à des projets définis, mais qui n'a pu encore être utilisée au 31/12/2024 conformément aux engagements pris.

Les fonds dédiés comptabilisés au 31/12/2024 correspondent ainsi à des financements spécifiques obtenus en 2024 ou avant pour des actions qui se poursuivent en 2025.

Le montant des fonds dédiés s'élève à 30 357,15 € au 31/12/2024 (190 938,55 € au 31/12/2023).

Ils sont en forte diminution sur un an du fait de l'utilisation en 2024 de subventions, reçues en 2021 et 2022, et comptabilisées en fonds dédiés au 31/12/2023.

[Voir état des fonds dédiés présent à l'annexe]

Evènements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice

Proposition d'affectation du résultat 2024

L'exercice comptable 2024 fait apparaître un déficit de 68 013,65 €.

Le Conseil d'Administration de la Mission Locale du Pays de Cornouaille qui s'est réuni le 22/04/2025 a voté la proposition faite à l'Assemblée Générale du 03/06/2025 d'affecter ce résultat en report à nouveau débiteur.

Autre évènement significatif

Aucun autre évènement significatif postérieur à la clôture des comptes de l'exercice comptable au 31/12/2024 connu et pouvant amener à une appréciation différente des comptes de l'Association telsque présentés dans la présente liasse comptable.

Règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément au nouveau règlement comptable des associations.

Ils sont également élaborés et présentés conformément à la circulaire DGEFP n°2007-26 du 12 octobre 2007 relative au financement du réseau des Missions Locales et applicable depuis 2008.

Dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et du dialogue de gestion avec l'Etat, cette circulaire permet aux Missions Locales de dégager des excédents chaque année et de les comptabiliser, sous certaines conditions respectées par la Mission Locale du Pays de Cornouaille, en provision pour fonds de roulement.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06, 2016-07 et 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etat des immobilisations brutes

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 699		
TOTAL			
Installations générales agencements aménagements des constructions	162 329		
Matériel de transport	249 499		0
Matériels et mobilier de bureau	194 723		13 606
TOTAL	606 551	0	13 606
Prêts, autres immobilisations financières	61 057		1361
TOTAL	61 057	0	1 361
TOTAL GENERAL	674 307	0	14 968

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin d'exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			6 699	6 699
TOTAL				
Installations générales agencements aménagements constr.			162 329	162 329
Matériel de transport		41 241	208 257	208 257
Matériels et mobilier de bureau		2 500	205 829	205 829
TOTAL	0	43 741	576 416	576 416
Prêts, autres immobilisations financières	0	105	62 314	62 314
TOTAL	0	105	62 314	62 314
TOTAL GENERAL	0	43 846	645 428	645 428

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	6 699			6 699
TOTAL				
Installations générales agencements aménagements des constr.	97 727	15 516		113 243
Matériel de transport	143 482	28 553	16 204	155 831
Matériels et mobilier de bureau	180 490	7 652	2 500	185 643
TOTAL	421 699	51 721	18 703	454 717
TOTAL GENERAL	428 398	51 721	18 703	461 416

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Installations générales agencements aménagements constr.	15 516			
Matériel de transport	28 553			
Matériels et mobilier de bureau	7 652			
TOTAL	51 721	0	0	0
Prêts, autres immobilisations financières				
TOTAL	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	51 721	0	0	0

Variation des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotations exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise	373 747				373 747
Réserve :					
Autres réserves	10 200				10 200
Report à nouveau	172 237	286 659			458 896
RESULTAT DE L'EXERCICE			-68 014		-68 014
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Subventions d'investissement	56 493			13 558	42 935
Provisions réglementées					
TOTAL	612 676	286 659	-68 014	13 558	817 764

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Provisions Risques / Subventions et Charges salariales	108 198		72 080	0	36 118
Provisions Fonds de roulement	4 000			0	4 000
Provisions Indemnités départs retraite	250 662	9 158		0	259 820
TOTAL	362 860	9 158	72 080	0	299 938
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		9 158	72 080		
exceptionnelles					

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	39 879		39 879
Autres immobilisations financières	22 435		22 435
Autres créances clients	48 662	48 662	
Débiteurs divers	1 358 164	1 358 164	
Charges constatées d'avance	46 411	46 411	
TOTAL	1 515 551	1 453 237	62 314
Montant des prêts accordés au cours d'exercice	0		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	9 690	2 546	7 144	0
Fournisseurs et comptes rattachés	66 925	66 925		
Personnel et comptes rattachés	197 774	197 774		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	218 635	218 635		
Impôts sur les bénéfices	894	894		
Autres impôts taxes et assimilés	50 817	50 817		
Autres dettes	19 924	19 924		
Produits constatés d'avance	607 571	607 571		
TOTAL	1 172 230	1 165 086	7 144	0
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 519			

Tableau de suivi des fonds dédiés

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réalisé sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant engagés en fin d'exercice D = A-B+C
Fonds dédiés - Total (Voir état des fonds dédiés en annexe)	190 939	125 788	95 431	0	30 357
TOTAL	190 939	125 788	95 431	0	30 357

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciels et licences informatiques	6 699	100%

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégories	Mode	Durée
Agencement des constructions	Linéaire	10 ans ou 20 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	4 ou 5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Agencement divers	Linéaire	5 ou 8 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 ans ou 4 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	1 357 565
Total	1 357 565

Détail des produits à recevoir	Montant
SAR CONSEIL REGIONAL - Fonctionnement 2024	53 692
SAR CONSEIL DEPARTEMENTAL 29 - Fonctionnement 2024	35 740
SAR ARML / CONS REG - Conduite Supervisée 2024	9 100
SAR CONSEIL REGIONAL - AAQ 2024	1 000
SAR PIC ETAT/ARML - Melting Breizh 2024	4 752
SAR ARML - Prévention et Promotion de la Santé	4 745
SAR DREETS - CEJ 2024	191 660
SAR FSE - Accès à l'emploi 2023	225 663
SAR FSE - Accès à l'emploi 2022	249 367
SAR FSE - Accès à l'emploi 2024	508 046
SAR CCI BREST - PREPA APPRENTISSAGE 2024	40 733
PAR UNIFORMATION RBT FORMATIONS 2024 EN 2025	24 390
PAR - TAXE APPRENTISSAGE COLLECTE 2024	3 550
PAR - SERVICES CIVIQUES 2024	200
PAR - RBT HUMANIS ERREUR SUR 05/24	157
PAR - RBT AG2R ERREUR SUR 04/24	508
PAR - IJ HUMANIS 2024	1 290
PAR - IJ CPAM 2024	2 974
Total	1 357 565

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 328
Dettes fournisseurs / facture non parvenues	12 998
Autres dettes fiscales et sociales	468 119
Total	534 445

Détail des charges à payer - Fournisseurs / Factures non parvenues	Montant
Fournisseurs et salarié au 31/12/2024	53 328
CMB frais d'intérêts débiteurs et commission de découvert 2024	37
La poste - Affranchissements décembre 2024	105
Orange Business Services - Abonnement Quimperlé 01/12/24 au 31/12/234	130
OVH - Abonnements et consommations Concarneau	2
OVH - Abonnements et consommations Pont l Abbé	0
KOESIO- Relevé du compteur QUIMPER 30/09/24 au 30/12/24	196
GRETA - LYCEE THEPOT - Atelier découverte (atelier découverte cuisine)	660
COLLECTIF TRANS EN FINISTERE SUD - Intervention sensi accom transgenres	240
KPMG 2 et 3 ème acompte des honoraires du commissaire aux comptes	4 068
Frais de déplacement AM ENARD VELO	41
Frais de déplacement M L HERMITTE VELO	16
Frais de déplacement B LE HELLAYE VELO	182
Frais de déplacement C MEUNIER VELO	21
F.F. SAUVETAGE SECOURISME CONCARNEAU	600
F.F. SAUVETAGE SECOURISME CONCARNEAU	600
F.F. SAUVETAGE SECOURISME CONCARNEAU	600
Frais d'Assemblée Générale 2024 [Juin 2025]	5 500
Personnel - Rémunérations dues	2 649
Charges sociales et fiscales	169 815
Social - Indemnités Congés Payés au 31/12/2024	288 791
Social - Indemnités Précarité au 31/12/2024	849
Social - Indemnités Comptes Epargnes Temps au 31/12/2024	6 016
Total	534 445

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	46 411
Total	46 411
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	607 571
Total	607 571

Détail des Charges constatées d'avance	Exploitation
OVH - Abonnement hébergement 2024/2025 Studio ML	168,29
Documentations - Abonnements 2024/2025	927,64
AFD - Assurance RC Dirigeants 21/10/2024 au 20/10/2025	511,77
ADOBE - Location de logiciel 01/2025	13,00
Orange Business Services - Abonnement mobile 01/2025	228,60
Orange Business Services - Contrat d'entretien 12/24 à 11/25	553,13
Orange Business Services - Abonnement et Options Quimper	270,00
QUIMPERVEST LOYER CREAC H GWEN 1 TR 25	22 739,70
QUIMPERVEST LOYER PROVISION POUR CHARGES CREAC H GWEN 1 TR 25	5 907,40
QUIMPERVEST LOYER PROVISION POUR TAXE FONCIERE CREAC H GWEN 1 TR 25	2 523,60
Quadient - Contrat de la machine à affranchir de 01/25 au 12/25	1 213,58
FREE - Abonnement forfaits et options 01/2025	1,20
ELIS - Abonnement fontaine Service mensuel -Quimper mois de 01/25	274,12
UP Chèque déjeuner - Janvier 2025	7 990,00
L'Inscription,com - Usage annuel des fonctionnalités PRO 2024/2025	220,93
WEBPROPULSE - Maintenance accès appli mobile MA MISSION LOCALE	825,00
THE GOOD DRIVE - Licence d'utilisation 2024/2025	1 290,08
Centre Socioculturel la Balise -Adhésion 2024/2025	33,24
TERRADATA - Abonnement annuel gestion RGPD 2025	720,00
TOTAL	46 411

Détail des produits constatés d'avance	Exploitation
PCA - ARML/CRB CONDUITE SUPERVISEE	6 825
PCA - SUBV EMPLOI FSE 2025	364 604
PCA - SUBV DREETS - CEJ-2025	236 142
TOTAL	607 571

Engagements financiers et autres informations

Compléments d'informations relatives au compte de résultat

Rémunérations / Personnel salarié

Le cumul des 3 salaires bruts annuels 2024 les plus élevés s'élève à 164 308 €

Au 31/12/2024 : 62 personnes présentes soit 61 salariés et un contrat service civique.

Effectif moyen	Personnel Salarié
Cadres	6
Employés	55
Total	61

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 10 556,96 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes année 2023 8 059,76 €
- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes année 2024: 2 497,20 €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 €

Charges et produits exceptionnels de gestion courante

Charges exceptionnelles

Nature	Montant	Imputé au compte
Charges exceptionnelles		
Facture La Barque a Son atelier radio 2023	1 200	672
G PORHEL Location Fourgon Transport écrans 2023	61	672
G PORHEL Essence Location Fourgon Transport écrans 2023	21	672
RBT frais km Claude ROUE PARRAIN 2023	160	672
RBT frais km Jean Paul GRIGNON PARRAIN 2023	240	672
Facture Très Tot Théâtre 2023	64	672
RBT subvention AAQ 2023	1 000	672
Subvention Mois Sans Tabac Perte sur exercice antérieur 2023	156	672
Emploi FSE 2022 Subvention non consommée	6 864	672
Emploi FSE 2023 Subvention non consommée	3 934	672
Facture DELL réglée 2 fois en 2021	524	672
Forfait mobilité durable B LE HELLAYE 2023	46	672
Régl solde subv crb rallye 2022	783	672
Solde Subvention DREETS non utilisé	65 151	672
Dons, libéralités AJE Adhésion 2024	500	6713
Total	80 705	

Produits exceptionnels

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits		
Produits sur exer/ant Uniformation katia LE DOEUFF	504	
Produits sur exer/ant Annulation de Fond d'Aide aux Jeunes Auto Ecole YANN EDC	500	
Produits sur exer/ant Annulation de la Créance MAD personnel Douarnenez 2023	36 649	
Produits sur exer/ant Annulation de la Créance Loyer Com Com Fouesnant 2009 à 2018 et 2020 et 2021	27 600	
Produits sur exer/ant Mutuelle Familiale rbt G PORHEL 2023	21	
Produits sur exer/ant Liquidation solde taxe/salaires 2013	2 000	
Produits sur exer/ant IJ CPAM 2023 Régliées en 2024	1 161	
Produits sur exer/ant IJ HUMANIS 2023 Régliées en 2024	652	
Total	69 087	

Engagements financiers et autres informations

Engagement en matière de pensions et retraites

La Mission Locale du Pays de Cornouaille n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite en faveur de ses salariés.

Ils se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

La provision nette pour indemnités de départ à la retraite comptabilisée au titre de l'exercice 2024 est de 9 158 €.

Le montant total des indemnités de départ à la retraite provisionnées au bilan s'élève à 259 820 € au 31/12/2024.

Cette provision est complétée par la constitution d'un fonds externalisé d'Indemnités de fin de Carrière souscrit en 2007 auprès de l'organisme ANTICIPA du Groupe Caisse des Dépôts et Consignations.

Le montant total, intérêts inclus, du Fonds Collectif d'Indemnités de Fin de carrière s'élève à 71 468 € au 31/12/2024.

ANNEXE
Etat des fonds dédiés au 31/12/2023

SUBVENTIONS		FINANCEUR	FONDS DÉDIÉS AU 01/01/2024 [A]	SUBVENTIONS 2024 Part non utilisée	SUBVENTIONS 2024 MOBILISABLE [B]	FINANCEMENT MOBILISABLE [A] + [B] + [C]	UTILISATION AU 31/12/2024		FONDS DÉDIÉS AU 31/12/2024	Utilisation Fonds dédiés 2024 (789)	Engagements Fonds dédiés 2024 (689)
PREVENTION LUTTE CONTRE LA PAUVRETE		CONSEIL DEPARTEMENTAL	7 594,00		0,00	7 594,00	7 594,00	Expérimentation ASE Dépenses engagées	0,00	7 594,00	
INSERTION PROFESSIONNELLE ET JEUNES PARENTS : c'est possible		DREETS	10 000,00		0,00	10 000,00			10 000,00		
REFERER ET MOBILISATION LES PUBLICS DITS INVISIBLES		DREETS	146 200,00	65 150,90	81 049,10	81 049,10	81 049,10	Invisibles Dépenses engagées	0,00	81 049,10	
MELTING BREIZH		ARMLB	6 787,40		0,00	6 787,40	6 787,40	Melting Breizh Dépenses engagées	0,00	6 787,40	
SESAME EMPLOI		DRJSCS	2 260,00		0,00	2 260,00			2 260,00		
MOBILITE VACANCES		ACSE-DDCS	1 797,15		0,00	1 797,15			1 797,15		
CHANTIER REMOBILISATION		QPV-VILLE QPER C&ET - CONSEIL DEPAR 29	14 800,00		0,00	14 800,00			14 800,00		
ACCOMPAGNEMENT PFAMILLE COVID		Fondation de France	1 500,00		0,00	1 500,00			1 500,00		
TOTAL			190 938,55	65 150,90	81 049,10	125 787,65	95 430,50	0,00	30 357,15	95 430,50	0,00